

Nouveaux facteurs déclenchant le déplacement interne au Guatemala

Sindy Hernández Bonilla

Plus de vingt ans après la fin de la guerre civile, le Guatemala connaît à nouveau une flambée de déplacements internes. Les causes en sont multiples et exigent qu'on y prête attention.

La signature d'accords de paix en 1996 a mis fin à 36 années de guerre civile entre le gouvernement du Guatemala et l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque¹. On estime qu'environ 200 000 personnes auraient été tuées pendant la guerre, alors que près d'un million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays ou ont fui à l'étranger. Plus de vingt années se sont écoulées depuis la fin de la guerre, mais aujourd'hui ce pays d'Amérique centrale connaît à nouveau des taux élevés d'homicides et de violences généralisées, ainsi qu'une recrudescence de nouveaux déplacements².

Au moment où les Accords de paix, et notamment l'Accord sur la réinstallation des populations déracinées par le conflit armé³, ont été négociés et approuvés, le gouvernement a introduit des mesures économiques et de réajustement structurel. Cependant, même si certains progrès ont été accomplis, ils n'ont eu que peu d'impact sur les inégalités économiques. Il n'y a pas eu, par exemple, de réforme fiscale complète, de sorte que l'État dispose de peu de ressources à investir dans l'éducation, la santé, la protection sociale, le logement et la création d'emplois. Les populations indigènes n'obtiennent

toujours pas la jouissance de leurs droits et n'ont pas d'accès à la justice. En outre, le manque de ressources de l'État signifie qu'en termes de compensation peu de familles victimes de la guerre ont reçu des dédommagements exhaustifs.

Tout cela, combiné à une application inégale des dispositions de l'accord de paix a contribué à un approfondissement des inégalités et de la pauvreté dans le pays et à une fragilité accrue de l'État, offrant un terrain propice pour les groupes armés, les bandes criminelles, le crime organisé et le trafic de drogue. À l'heure actuelle, le Guatemala connaît des taux élevés de délinquance qui engendrent la peur et l'incertitude au sein de l'ensemble de la population.

Des recherches menées en 2016 ont identifié une gamme étendue de facteurs déclencheurs de déplacement au Guatemala : violence, extorsion et menaces ; crime organisé et trafic de drogue ; expansion d'activités commerciales de grande envergure (culture de la canne à sucre et des palmiers à huile, élevage bovin, exploitation minière et production hydroélectrique) ; événements naturels et climatiques. Viennent s'ajouter à cela d'autres facteurs de risque qui déclenchent la migration forcée, comme la

octobre 2017

www.fmreview.org/fr/ameriquelatine-caraibes

détérioration et l'exacerbation des inégalités sociales en matière d'accès à la santé, à l'éducation, au logement, aux moyens d'existence et aux terres (les personnes les plus touchées étant celles qui vivent dans les zones rurales et marginalisées), et la prédominance du système patriarcal.

L'expansion d'activités commerciales de grande envergure a réduit les zones d'agriculture vivrière, ce qui a entraîné le déplacement des familles et parfois de communautés entières dans le nord-ouest du pays. Cette situation, à son tour, expose les personnes touchées à des risques de maladie et de malnutrition alors que leur accès aux moyens d'existence est précaire ou inexistant. Leur vulnérabilité est encore exacerbée par la violence, l'intimidation et l'accapement des terres par les grandes compagnies, et par les dommages environnementaux causés au territoire, particulièrement aux ressources aquifères du fait de la contamination, de l'utilisation excessive et du détournement des cours d'eau.

Ces entreprises commerciales tirent avantage d'un État faible, de la corruption et de l'inefficacité, mais aussi des liens étroits que certaines compagnies ont avec les mafias et certaines institutions étatiques. Une telle situation laisse les communautés sans protection. Certaines résistent (comme celles qui protestent contre l'exploitation minière et les projets hydroélectriques), alors que d'autres choisissent de tout vendre et de chercher ailleurs un endroit pour vivre – s'en allant souvent pour assurer leur propre survie.

La géographie du Guatemala rend le pays vulnérable face aux événements naturels et climatiques (orages, éruptions volcaniques et séismes) qui entraînent également des déplacements forcés. Une situation qui est encore aggravée par l'absence de planification foncière, la déforestation, la mauvaise supervision de la construction, les pénuries de logements et la médiocrité des mesures de prévention et de préparation. Les personnes les plus touchées sont celles qui vivent déjà dans la pauvreté. Lorsque de tels événements surviennent, les populations touchées reçoivent une aide d'urgence, mais pas d'assistance à plus long terme.

De l'indifférence à l'investissement ?

En résumé, les raisons qui causent le déplacement interne et forcé au Guatemala sont nombreuses, mais l'État semble peu enclin à en reconnaître les causes sous-jacentes. Ceux qui sont déplacés par la violence vivent dans la peur constante d'être retrouvés par les acteurs de cette violence, et en conséquence se méfient des autres et des fonctionnaires publics. Un tel scénario rend

l'obtention de données sur le déplacement très difficile, alors que la crainte omniprésente en arrière-plan empêche les gens de déposer plainte, ce qui à son tour entrave l'investigation et la répression des activités criminelles et ne permet pas d'éviter leur répétition.

Le gouvernement doit démontrer sa volonté de s'attaquer aux aspects structurels qui causent le déplacement. Il est urgent d'entreprendre une évaluation systémique (avec la participation de la société civile) des politiques publiques et des programmes de prévention et d'assistance qui ciblent les personnes déplacées ; il est nécessaire d'accroître l'investissement dans l'amélioration des conditions de vie des populations les plus pauvres et les plus exclues – à savoir les populations des zones rurales reculées et celles des sites urbains d'installation précaire ; des approches spécifiques sont nécessaires à l'intention des enfants, des adolescents, des femmes et des personnes indigènes. Un plan national de développement est un besoin urgent, un plan au bénéfice des populations les plus vulnérables destiné à éradiquer la pauvreté et la malnutrition, à garantir l'accès à l'éducation et à l'emploi, et à promouvoir une gestion durable de la terre. Tout cela ne signifie pas qu'il faille partir de zéro puisqu'il existe déjà des initiatives qui peuvent être revisitées⁴.

L'État doit également développer des procédures en vue de régler les entreprises d'expansion et d'extraction, et ce faisant doit se concentrer sur des questions aussi variées que la légalité des activités, le conflit social, les impacts environnementaux, les répercussions sur la production alimentaire, le rôle des fonctionnaires publics et leurs relations avec les entreprises, et les agissements des autorités locales qui violent le droit des communautés à être consultées. Par-dessus tout, le gouvernement doit réfléchir et se demander si ces activités commerciales sont réellement dans l'intérêt du pays d'un point de vue social, environnemental et économique, à la fois à court et à plus long terme.

Sindy Hernández Bonilla smhernandezb@url.edu.gt
Chercheure, Institut de recherche et de projection des dynamiques mondiales et territoriales, Université Rafael, Guatemala. <http://bit.ly/2wJnYlr>

1. Conciliation Resources (1997) *Negotiating rights: The Guatemala peace process* www.c-r.org/accord/guatemala
2. L'Observatoire des situations de déplacements internes (IDMC) a signalé 6 200 nouveaux cas de déplacement interne en 2016 : www.internal-displacement.org/countries/guatemala
3. www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/07/Guatemala_ResettlementAgreement.pdf
4. Comme, les Accords de paix, le 'Plan para Activar y Adecuar la Política Nacional de Desarrollo Rural Integral' et 'Mejoremos Guate'.